



anaisgretter + murielsyty
architectes

NOTICE DE SECURITE

PROJET : Rénovation thermique et/ou restructuration des
bâtiments communaux (Mairie/Ecole/Salle d'Activité)
REFERENCES : O52.RE.SAINT GENES DE LOMBAUD

PERMIS DE CONSTRUIRE

NOTICE DE SECURITE ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Opération : **Rénovation thermique et /ou Restructuration des bâtiments communaux
(Mairie / Ecole / Salle d'Activité)**

Maîtrise d'ouvrage : **COMMUNE DE SAINT GENES DE LOMBAUD**
210, Route de l'Ecole
33670 SAINT-GENES-DE-LOMBAUD

Maîtrise d'oeuvre :



Anaïs GRETTTER
61, rue de Montaudon
33 500 Libourne

Bureau de contrôle :



Mathieu DESTOUESSE
30 Avenue Gustave Eiffel – Bâtiment A
33 600 PESSAC



anaisgretter + murielsyty
architectes

NOTICE DE SECURITE

PROJET : Rénovation thermique et/ou restructuration des bâtiments communaux (Mairie/Ecole/Salle d'Activité)
REFERENCES : O52.RE.SAINT GENES DE LOMBAUD

1. OBJET

Dans le cadre de la réalisation de travaux pour la rénovation thermique et restructuration des bâtiments communaux de la commune de Saint Genes de Lombaud (Mairie/Ecole/Salle d'activité), 210 route de l'école, 33670 SAINT GENES DE LOMBAUD.

La présente notice a pour but de présenter les dispositions constructives et d'aménagements permettant de répondre aux conditions d'accessibilité exigées par la réglementation, conformément à l'article R 123.24 du Code de la Construction et de l'Habitation.

2. PRESENTATION DU PROJET

Le présent projet porte sur la réhabilitation de la salle d'activité, l'école et la Mairie qui sont des équipements mitoyens ou non mais indépendants dans leurs accès.

Seuls certains accès extérieurs sont mutualisés.

3. DOCUMENTS JOINTS A LA NOTICE

- Plan de situation
- Plan de masse – projet
- Plans de niveaux - projet
- Plans des façades - projet
- Coupes

4. TEXTES DE REFERENCES

- Code de la Construction et de l'Habitation (R.113.1 à R.123.55)
- Code du travail
- Règlement de Sécurité contre l'incendie relatif aux ERP :
 - Arrêté du 25 juin 1980 : dispositions générales du règlement contre l'incendie
 - Arrêté du 22 juin 1980 : dispositions applicables aux petits établissements
 - Arrêté du 07 février 2022 : applicable aux établissements recevant du public de type L
 - Arrêté du 04 juin 1982 modifié : applicable aux établissements recevant du public de type R
 - Arrêté du 21 avril 1983 modifié : applicable aux établissement recevant du public de type W

5. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT (Code de la Construction et de l'Habitation R 123.19)

5.1. Activité de l'établissement

Les bâtiments Mairie/Ecole et Salle d'Activité étant tous d'une même exploitation dans des mêmes bâtiments ou bâtiments voisins, ne répondant pas aux conditions d'isolement du règlement, l'ensemble des bâtiments est considéré comme un seul établissement recevant du public.

La catégorie est déterminé d'après l'effectif total des personnes admises, obtenu en additionnant l'effectif de chacune des exploitations.

Mairie type W – administration

Ecole type R – établissement d'enseignement et de formation

Salle d'activité type L – salle d'audition, de conférence, de réunion, de spectacle ou à usages multiples



PROJET : Rénovation thermique et/ou restructuration des
bâtiments communaux (Mairie/Ecole/Salle d'Activité)
REFERENCES : O52.RE.SAINT GENES DE LOMBAUD

5.2. Détermination de l'effectif

L'effectif est calculé selon des temporalités différentes selon le type d'occupation, à savoir :

- temps scolaire
- temps périscolaire
- week-end et vacances scolaires

EFFECTIF TEMPS SCOLAIRE (lundi / mardi / jeudi / vendredi – hors vacances scolaires)					
Local / Niveau	Mode de calcul	surface	Public	Personnel	Total
Mairie RDC – entrée + espace attente	1 personne/10m2 hall accueil	27,8	3	2	5
Mairie RDC hors espace accueil	Déclaration du maitre d'ouvrage (mini 1 personne/100m2 aménagements intérieurs)	57,7	10	5	15
Mairie R+1	Déclaration du maitre d'ouvrage (mini 1 personne/100m2 aménagements intérieurs)	46,7	15	1	16
Ecole - salle de classe 01	Déclaration du maitre d'ouvrage*	60,2	30	4	34
Ecole - salle de classe 02	Déclaration du maitre d'ouvrage*	56	30	4	34
Dortoir	pas de cumul salle utilisée par l'effectif de l'école				
Salle d'activité	pas de cumul salle utilisée par l'effectif de l'école				
ETABLISSEMENT			88	16	104

EFFECTIF TEMPS PERISCOLAIRE (mercredi)					
Local / Niveau	Mode de calcul	surface	Public	Personnel	Total
Mairie RDC – entrée + espace attente	1 personne/10m2 hall accueil	27,8	3	2	5
Mairie RDC hors espace accueil	Déclaration du maitre d'ouvrage (mini 1 personne/100m2 aménagements intérieurs)	57,7	10	5	15
Mairie R+1	Déclaration du maitre d'ouvrage (mini 1 personne/100m2 aménagements intérieurs)	46,7	15	1	16
Ecole - salle de classe 01	pas de cumul salle utilisée par l'effectif de l'accueil périscolaire				
Ecole - salle de classe 02	pas de cumul salle utilisée par l'effectif de l'accueil périscolaire				
Dortoir	pas de cumul salle utilisée par l'effectif de l'accueil périscolaire				
Salle d'activité	Déclaration du maitre d'ouvrage*	170,6	60	8	68
ETABLISSEMENT			88	16	104

EFFECTIF WEEK-END et VACANCES SCOLAIRES (mairie ouverte uniquement le samedi)					
Local / Niveau	Mode de calcul	surface	Public	Personnel	Total
Mairie RDC – entrée + espace attente	1 personne/10m2 hall accueil	27,8	3	2	5
Mairie RDC hors espace accueil	Déclaration du maitre d'ouvrage (mini 1 personne/100m2 aménagements intérieurs)	57,7	10	5	15
Mairie R+1	Déclaration du maitre d'ouvrage (mini 1 personne/100m2 aménagements intérieurs)	46,7	15	1	16
Ecole - salle de classe 01	pas de cumul d'effectif salle non utilisée hors temps scolaire et périscolaire				
Ecole - salle de classe 02	pas de cumul d'effectif salle non utilisée hors temps scolaire et périscolaire				
Dortoir	pas de cumul d'effectif dortoir non utilisée hors temps scolaire et périscolaire				
Salle d'activité	Déclaration du maitre d'ouvrage*	170,6	110	0	110
ETABLISSEMENT			138	8	146

* voir déclaration des effectif en annexe



5.3. Classement sollicité

ETABLISSEMENT DE 5ème CATEGORIE AVEC UNE ACTIVITE DE TYPE L, R ET W

Les activités de l'établissement seront intégralement proposées au rez-de-chaussée pour les personnes circulant en fauteuil roulant. A ce niveau, l'établissement disposant de sorties sur l'extérieur. Les personnes handicapés pourront sortir de plain-pied vers l'extérieur.

L'étage ne reçoit pas de public.

La diffusion de l'alarme générale sonore sera complétée par un signal visuel dans les locaux que le public sera amené à fréquenter isolément.

6. PRINCIPES D'EVACUATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Les personnes à mobilités réduites seront accueillies uniquement en rez-de-chaussée.
L'évacuation sera la règle de base.

7. DISPOSITIONS PREVUES

7.1. Conception et desserte

7.1.1. Façades accessibles

Sans objet-non modifié dans le cadre du dossier

Chaque bâtiment, ont une ou plusieurs façades accessibles. Ces façades accessibles permettront aux services de secours d'intervenir et comporteront au moins une sortie normal au niveau d'accès.

Le bâtiment Mairie sera accessible sur 2 façades côté voie publique et côté cour d'école

Le bâtiment Ecole sera accessible sur 1 façade côté voie publique et côté cour d'école

Le bâtiment Salle d'activité sera accessible sur 1 façade côté cour d'école

7.1.2. Dimensionnement des voies

Sans objet-non modifié dans le cadre du dossier. Circulation au sein de la cour d'école possible par le biais d'un portail donnant sur l'espace public (sur la D121). Une signalétique au sol et par panneaux est existante de manière à banaliser ces zones de tout encombrement.

7.1.3. Aires de retournement

Sans objet.

7.2. Isolement par rapport aux tiers

Sans objet-non modifié dans le cadre du dossier

Les bâtiments Mairie/Ecole et Salle d'Activité, ne respectent pas les distances et isolements aux tiers réglementaires. Etant tous d'une même exploitation dans des mêmes bâtiments ou bâtiments voisins, ne répondant pas aux conditions d'isolement du règlement, l'ensemble des bâtiments est considéré comme un seul établissement recevant du public.

7.3. Résistance au feu des structures

Sans objet-non modifié dans le cadre du dossier

Le plancher bas du niveau le plus haut de l'établissement est à moins de 8m du sol.

Les personnes à mobilités réduites seront accueillies uniquement au rez-de-chaussée, aucune exigence ne sera imposée pour la stabilité au feu de la structure.

L'ensemble des charpentes sont composées d'ossatures bois en couverture et de maçonneries ou murs moellons en élévation.

**7.4. Couvertures**

Sans objet – pas de tiers contigus, pas de bâtiment à une distance de moins de 12ml.

7.5. Façades

Sans objet – pas de tiers contigus

7.6. Distribution intérieure et compartimentage

Sans objet

7.7. Locaux à risques particuliers

Les locaux présentant des risques particuliers seront réalisés suivant les dispositions suivantes :

- cloisons coupe-feu de degré une heure,
- plafond de degré coupe-feu une heure,
- bloc-porte coupe 1/2heure muni d'un ferme-porte résistant au feu.

Les locaux classés à risques particuliers d'incendie sont : archives (R+1 Mairie et Local rangement Ecole)

7.8. Conduits et gaines

Sans objet – pas de gaines inter-niveaux

7.9. Dégagements

Local / Niveau	Effectif	Dégagements réglementaires		Dégagements projet	
		nombre	UP	nombre	UP
Mairie RDC	20	2	1 2UP ou 1UP + 1 accessoire	2	2UP+1UP = 3 UP
Mairie R+1	16	1	1UP	1	1UP
Ecole	68	2	2*1UP=2 UP ou 1 2UP + 1 accessoire	4	4*1UP = 4 UP
Salle d'activité	110	2	1*2UP + 1 UP=3UP	2	2UP+1UP = 3 UP

Aucun matériel, dépôt ou objet ne fera obstacle à la circulation des personnes.

Il n'existe pas de dégagement présentant de cul de sac de longueur supérieure à 10m.

Distance à parcourir pour rejoindre l'extérieur inférieure à 50m en tout point du bâtiment.

Toutes les portes pourront s'ouvrir par une manœuvre simple. Toute porte verrouillée sera manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions.

Les porte de 1UP et 2UP servant de sortie de secours s'ouvriront dans le sens de l'évacuation (hors zones effectif inférieur à 50 personnes).

7.10. Aménagement intérieurs, décoration et mobilier

Les réactions au feu minimales seront respectées :

revêtements des sols M4 – Dfl-s3 d1,

plafonds M1 – B-s3 d1,

parois verticales M2 – C-s3 d1,

tentures, rideaux et voilages M2 – C-s3 d1,

Les produits d'isolation acoustique et thermique respecteront les prescriptions de l'article AM8 :

en parois verticales, plafond ou toiture : A2-s2 d0,

en plancher, au sol : A2fl-s1

produit isolation acoustiques :

* épaisseur isolant >5mm : A2 - s2, d0 en paroi verticale, en plafond ou en toiture

Les revêtements absorbants acoustiques dont la résistance thermique est inférieure à 0,5 m².K/W ou dont la conductivité thermique est supérieure à 0,065 W/m.K ne sont pas assujettis aux dispositions du présent article.



anaisgretter + murielsyty
architectes

NOTICE DE SECURITE

PROJET : Rénovation thermique et/ou restructuration des
bâtiments communaux (Mairie/Ecole/Salle d'Activité)
REFERENCES : O52.RE.SAINT GENES DE LOMBAUD

7.11. Désenfumage

Sans objet

7.12. Chauffage, ventilation

7.12.1. Chauffage

Sans objet – Le chauffage sera réalisé par le biais d'une pompe à chaleur réversible dans l'ensemble des zones chauffées. Ce système de chauffage est déjà en place dans la salle d'activités.

7.12.2. Ventilation

Sans objet – Il existe une VMC pour les blocs sanitaires existants.

7.13. Installation aux gaz combustibles

Sans objet

7.14. installations électriques

Les installations électriques réalisées dans le cadre des travaux respecteront les dispositions réglementaires en particulier celle de la norme NF C 15-100

Elles feront l'objet d'une vérification par un organisme agréé.

7.15. Eclairage

L'éclairage de sécurité sera réalisé conformément à NF C15 100

7.16. Moyens de secours

7.16.1. Moyens d'extinction

Ils seront prévus en nombre suffisant dans les bâtiments sur la base : d'un appareil à eau pulvérisée de 6 litres pour 200 m2 avec distance maximale de 15 mètres à parcourir pour les atteindre. Des appareils appropriés aux risques particuliers (extincteurs à CO2 près des tableaux électriques notamment).

L'installation d'une bache incendie souple de 120m3, sur la parcelle C 456 est d'ors et déjà programmée par le SIAEPA.

* Voir courrier SIAEPA en annexe

7.16.2. Equipement d'alarme / système de sécurité incendie

Chaque bâtiment dispose d'une alarme de type 4 : sonore et visuelle (flash lumineux)

Ces alarmes seront liées de manière à donner l'alerte dans l'ensemble des bâtiments.

7.16.3. Alerte

Téléphone urbain

7.16.4. Affichage et consignes

Le plan schématique sera posé à chaque entrée d'établissement.

7.16.5. Service de sécurité incendie

Sans objet

BON DE COMMANDE SIAEPA HYDRANTS 2024-25

SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT
DE LA REGION DE BONNETAN

ENTRETIEN POTEAUX INCENDIE
COMMUNE DE ST GENES DE LOMBAUD

Conformément au marché « concession des services publics d'eau potable et
d'assainissement », signé le 2 Novembre 2021

Passé avec la société SAUR
11 Chemin de Bretagne – 92130 ISSY LES MOULINEAUX

L'entreprise est invitée à prendre toutes dispositions pour le démarrage des travaux de façon à les
avoir terminés dans un délai de 3 mois à compter de la signature du Bon de Commande.

Le montant des travaux s'élève, selon détail estimatif ci-dessous :

CREATION D'UNE BÂCHE 120 M3- ROUTE DE CREON - SGL	Unité	Quantité	Prix unitaire €	Prix total €
Prix numéro 50 – Fourniture d'une réserve d'incendie souple de 120 m3	U	1	3 669.99	3 669.99
Prix numéro 51 – Pose d'une réserve d'incendie souple de 120m3 (sur terrain plat, hors rocher) hors clôture	U	1	5 400.29	5 400,29
Prix numéro 44 – Fourniture et pose d'une clôture de protection d'une réserve incendie	ML	54	65.02	3 511.08
Prix numéro 45 – Fourniture et pose d'un portillon	U	1	429.82	429.82
Prix numéro 53 – Fourniture et mise en place de calcaire 0/30 pour création d'aire de stationnement pour véhicules lourds	M²	220	27.55	6 061,00
Prix numéro 17 - Fourniture de poteau incendie normalisé DN 100 mm	U	1	1 013.93	1 013.93
Prix numéro 18 - Pose de poteau incendie normalisé DN 100 mm	U	1	1 035.97	1 035.97
TOTAL GENERAL H.T. DES TRAVAUX				21 122.08
T.V.A. 20%				4 224.42
TOTAL T.T.C.				25 346.50

Il est demandé à l'entreprise de mettre en œuvre tous les moyens imposés par la sécurité du Travail en vue de la protection de son personnel.

De la même façon, et conformément aux termes des textes législatifs en vigueur, l'entreprise doit assurer la sécurité des chantiers vis-à-vis des tiers étrangers, ainsi que celle des immeubles bordant le chantier.

Enfin, la signalisation du chantier devra être particulièrement soignée pour éviter tout accident dû à la circulation.



siaepa à BONNETAN, le
Le Maître d'Ouvrage,
BONNETAN

75 allée du Pas Douen
33370 BONNETAN
Tél : 05 56 68 37 92

L'entrepreneur soussigné reconnaît avoir reçu le présent bon de commande
L'Entreprise,

19/12/2024
[Signature]

Date du devis : le 18/12/2024

Votre Interlocuteur :
Jean-Philippe DUPOUY
jean-philippe.dupouy@saur.com
06 60 08 07 23
SAUR Travaux
DR Pyrénées Garonne
Technopole Agen Garonne
892 Allée de la Seynes
47310 SAINTE-COLOMBE-EN-
BRUILHOIS

Monsieur le Président
Syndicat des Eaux de BONNETAN
75 Allée du Pas de Douen
33750 BONNETAN

DEVIS Q-49402
Citerne incendie souple 120 m3

Lieu d'implantation du chantier : Route de CREON - 33670 SAINT GENES DE LOMBAUD

Commentaire : Bache incendie avec alimentation eau potable

Centre Imputation : 379 17 T33302

Terrassement

Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire HT (€)	Prix Total HT (€)
Réf. 53 Fourniture et mise en place de calcaire 0/30 pour création de plateforme	m2	220,00	27,55 €	6 061,00 €
Réf. 44 Fourniture et pose d'une clôture de protection pour une réserve incendie	ml	54,00	65,02 €	3 511,08 €
Réf. 45 Fourniture et pose d'un portillon	u	1,00	429,82 €	429,82 €
Group2 MONTANT HT :				10 001,90 €

Réserve incendie souple

Désignation	Unité	Quantité	Prix Unitaire HT (€)	Prix Total HT (€)
Réf.50 Fourniture d'une réserve incendie souple de 120 m3	u	1,00	3 669,99 €	3 669,99 €
Réf.51 Pose d'une réserve incendie souple de 120 m3 (sur terrain plat)	u	1,00	5 400,29 €	5 400,29 €
Réf.17 Fourniture de poteau incendie normalisé DN 100 mm	u	1,00	1 013,93 €	1 013,93 €
Réf.18 Pose de poteau incendie normalisé DN 100 mm	u	1,00	1 035,97 €	1 035,97 €
Group2 MONTANT HT :				11 120,18 €

Montant HT hors option(s) (€) 21 122,08 €
TVA 20% (€) 4 224,42 €
Montant TTC (€) 25 346,50 €

Date d'expiration de l'offre : 30/12/2024

Délai d'intervention à réception de votre commande : deux mois après obtention des autorisations

Condition de paiement :

Date : 19/12/2024
Bon pour accord

Signature :


75 allée du Pas Douen
33370 BONNETAN
Tél : 05 56 68 37 92

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

Article 1 – APPLICABILITÉ : Les présentes conditions générales de vente l'emportent sur toute autre disposition, clause, lettre ou document émanant du cocontractant, même postérieur en date. Toute condition contraire opposée par l'acheteur sera, donc, à défaut d'acceptation expresse, inopposable à notre Entreprise, quel que soit le moment où elle aura pu être portée à notre connaissance. Le fait que notre Entreprise ne se prévale pas à un moment donné de l'une quelconque des présentes conditions ne peut être interprété comme valant renonciation à se prévaloir ultérieurement de l'une quelconque desdites conditions.

Article 2 – FACTURATION ET RÈGLEMENT : Le paiement de la présente facture sera fait net et sans escompte, à trente jours fin de mois à partir de la date d'émission de la facture.

- Tout retard de paiement donnera lieu à l'application de pénalités, après mise en demeure restée sans effet, calculées sur la base d'un taux égal à trois fois le taux d'intérêt légal, sans que cette clause fasse obstacle à toute action ayant pour objet le recouvrement de la créance. Tous les frais entraînés par cette carence seront ou resteront à la charge du débiteur défaillant. Ces pénalités seront décomptées jusqu'au paiement intégral des sommes dues sans préjudice des recours ou réclamations pouvant être engagées et résultant de la carence du débiteur. Toute modification dans la situation de l'Entreprise, y compris dans sa solvabilité, entraînera l'exigibilité immédiate de sa dette. En cas de retard de paiement, notre Entreprise pourra suspendre toutes les commandes en cours, de même que la réalisation des services ou travaux en cours, sans préjudice de toute autre voie d'action.
- Le non-paiement, même partiel, de la présente facture, entraînera la résiliation de plein droit et sans sommation préalable, si bon semble à notre Entreprise, du contrat auquel se rapporte ladite facture et ce sans préjudice de tous dommages et intérêts qui pourraient être réclamés au cocontractant et sans qu'aucun terme puisse être opposé à notre Entreprise, qui pourra demander, en référé, la restitution des produits le cas échéant.
- La résolution frappera non seulement la commande en cause mais, aussi, toutes les commandes impayées antérieures, qu'elles soient livrées ou en cours de livraison et que leur paiement soit échu ou non. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. De même, lorsque le paiement est échelonné, le non-paiement d'une seule échéance entraînera l'exigibilité immédiate de la totalité de la dette, sans mise en demeure.
- Dans tous les cas qui précèdent, les sommes qui seraient dues pour d'autres livraisons, ou pour toute autre cause, deviendront immédiatement exigibles si notre Entreprise n'opte pas pour la résolution des commandes correspondantes. L'acheteur devra rembourser tous les frais occasionnés par le recouvrement contentieux des sommes dues, y compris les honoraires d'officiers ministériels.
- En application de l'article D441-5 du Code de Commerce et à compter du 1er janvier 2013, l'Entreprise appliquera une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement en cas de retard de paiement de toutes créances.

Article 3 – RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

- Le non-paiement, même partiel, de la présente facture à l'échéance ci-dessus indiquée, fera obstacle au transfert de propriété des biens mobiliers, produits ou marchandises faisant l'objet des présentes. En conséquence, notre Entreprise sera alors en droit de reprendre le ou les biens mobiliers, produits ou marchandises livrés et d'exercer l'action en revendication, desdits biens, produits ou marchandises, étant précisé que, par paiement, il est convenu d'entendre l'encaissement effectif du prix.
- Il est cependant convenu que le transfert des risques est acquis auprès du cocontractant dès le moment de la livraison matérielle des biens et services, étant ici précisé que cette préhension matérielle est réputée intervenir au lieu d'expédition desdits biens ou au lieu d'exécution des travaux.

Article 4 – GARANTIE - RESPONSABILITÉ - ASSURANCE : À défaut de réserves expressément émises par le Client lors de la réception, les prestations délivrées par l'Entreprise seront réputées conformes en qualité et en quantité. Les matériels mis à disposition par notre Entreprise chez le Client sont réputés être mis sous la garde et la responsabilité de ce dernier à compter de leur dépôt. Le Client s'engage à faire assurer, et ce dès la livraison, les matériels et fournitures contre les risques de perte et de détérioration. Chacune des parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires pour garantir et indemniser les biens et les personnes qui auraient subi des dommages du fait de l'exécution de leurs obligations respectives au titre du présent contrat.

Article 5 – RÉSILIATION : En cas d'inexécution d'une des obligations contractuelles de la part du Client, et après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de huit jours, notre Entreprise aura la faculté de résilier de plein droit le présent contrat, de reprendre les fournitures et matériels entreposés chez le Client, et suivant le cas de cesser toute prestation, au moment où elle le jugera opportun. La résiliation de plein droit, initiée par notre Entreprise, n'exclut pas la possibilité pour notre Entreprise de demander des dommages et intérêts en raison du préjudice subi.

Article 6 – COMPENSATION

- En cas de pluralité de contrats entre l'entreprise principale et le sous-traitant, quelle que soit la nature de ces contrats et dans le but de permettre d'apprécier, à tout moment, l'ensemble de leurs relations, il est expressément convenu qu'il sera fait masse, dans un compte courant unique et indivisible, de toutes les créances et de toutes les dettes nées des divers contrats entre eux y compris ceux antérieurs à la signature des présentes, et ce, au fur et à mesure de leur exécution.
- Seront également portées au crédit du compte, les retenues de garantie lors de leur libération.
- Ce compte courant dont le solde est seul exigible, fera l'objet d'un arrêté de compte périodique.
- Toutefois, en cas de défaillance du sous-traitant pour dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, redressement judiciaire, l'arrêté de compte n'interviendra qu'après l'arrêté définitif du dernier contrat, soit, s'il s'agit d'un contrat de sous-traitance, à l'issue de la période de garantie d'un an à compter de la réception. Le solde du compte courant ne sera exigible qu'à l'issue de cet arrêté de compte.

Article 7 – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

- En cas de contestation relative à l'interprétation et/ou à l'exécution du contrat auquel se rattache cette facture, le Tribunal de Commerce du lieu de fourniture des produits ou du lieu d'exécution des prestations ou travaux est seul compétent, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs. La présente clause n'est valable que dans la mesure où le cocontractant est lui-même commerçant.



SAUR

Siège social : 11, chemin de Bretagne - 92130 Issy-les-Moulineaux

Tel. 01 30 60 84 00 - www.saur.com

Saur - S.A.S au capital de 101 529 000 € - 339 379 984 R.C.S Nanterre - TVA intracommunautaire : FR 28 339 379 984 - NAF 3600 Z



Mairie de
Saint Genès de Lombaum

Mairie de Saint-Genès-de-Lombaum
210 route de l'Ecole
33670 SAINT-GENÈS-DE-LOMBAUD

DECLARATION EFFECTIF

Je soussigné Madame Maryvonne LAFON, Mairie de la Commune de Saint-Genès-de-Lombaum (33670).

Déclare que les travaux concernant le projet :

« Rénovation thermique et restructuration des bâtiments communaux »

Recevra les effectifs suivants :

- Mairie : 36 personnes (selon calculs réglementaires)
- Ecole et périscolaire : 60 enfants + 8 adultes

Pour servir et valoir ce que de droit,
Fait à Saint-Genès-de-Lombaum,
le 18 février 2025

